L'intelligence artificielle et la place financière : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les établissements financiers à Singapour, les lignes directrices d'octobre 2026 font de la gouvernance de l'intelligence artificielle un projet assorti d'échéances. Dans un délai de douze mois, ils doivent disposer d'un cadre de supervision, d'un inventaire complet et d'une méthode d'évaluation de l'importance des risques. Dans un délai de vingt-quatre mois, ils doivent appliquer des contrôles sur l'ensemble du cycle de vie à tous les cas d'usage pertinents et s'assurer de disposer des capacités adéquates. Les établissements appartenant à des groupes internationaux peuvent s'appuyer sur les cadres du groupe, à condition que ceux-ci répondent aux attentes singapouriennes, et doivent être en mesure de montrer comment s'exerce la supervision des activités à Singapour.[1]

Pour les clients et leurs conseillers, les questions pratiques portent sur la transparence et les voies de recours. Un client qui reçoit une décision défavorable peut demander si l'intelligence artificielle y a contribué, quelles données ont été utilisées et comment la décision peut être réexaminée. Les FEAT Principles soutiennent de telles demandes, même s'ils ne créent pas de droits opposables. Pour

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

les family offices et les gérants de fortune indépendants, l'enjeu principal est le choix des fournisseurs : un système de gestion de portefeuille ou une plateforme de recherche intégrant de l'intelligence artificielle constitue de l'IA de tiers au sens des lignes directrices.

- Recenser chaque utilisation de l'intelligence artificielle, y compris l'IA intégrée dans des logiciels achetés, dans un inventaire indiquant le responsable, la finalité, les données et le fournisseur.
- Évaluer chaque cas d'usage au regard de son impact, de sa complexité et du degré de dépendance, et documenter le résultat.
- Déterminer quels cas d'usage ne relèvent que d'une gouvernance de base et en consigner les motifs.
- Attribuer chaque cas d'usage significatif à un cadre dirigeant identifié dans le cadre du régime de responsabilité individuelle.
- Exiger un examen humain pour les décisions à haut risque affectant les clients, telles que le crédit, la souscription d'assurance et le conseil, ou recourir à des seuils de report de décision.
- Revoir les contrats conclus avec les fournisseurs quant aux garanties de performance, à la protection des données, aux droits d'audit et à la notification en cas d'introduction de l'intelligence artificielle.
- Vérifier que l'utilisation des données clients pour l'entraînement est couverte par les exceptions du PDPA ou par un consentement, et que le secret bancaire est respecté.
- Préparer des plans de continuité et des solutions de repli pour les cas d'usage à haut risque.
- Vérifier chaque source, chiffre et citation produits par des outils génératifs avant qu'ils ne parviennent à un client, à un régulateur ou à un tribunal.
- Former le personnel en proportion de son rôle et tenir les supports de formation à jour à mesure que l'établissement adopte des systèmes plus complexes.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. MAS, Response to Feedback, 7 octobre 2026, paras. 2.1, 4.3–4.4 et 13.5. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com